En quête de rupture : de Ravachol à Émile Henry

Looking for the "defense en rupture": From Ravachol to Émile Henry

Gilles Ferragu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/2169>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.2169](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2169)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Gilles Ferragu, « En quête de rupture : de Ravachol à Émile Henry », *Histoire Politique* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 15 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/2169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.2169>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2021.

Histoire Politique

En quête de rupture : de Ravachol à Émile Henry

Looking for the “defense en rupture”: From Ravachol to Émile Henry

Gilles Ferragu

- 1 Au printemps 1894, à la veille du procès d'Émile Henry, la République affronte, depuis deux ans, une vague terroriste scandée par une série de procès retentissants. Et le procès à venir marque un tournant dans l'histoire du terrorisme en établissant la nature nouvelle de l'attentat, sans discrimination, à l'aveugle¹, un fait qui n'échappe pas aux médias. L'une des nombreuses curiosités dont la presse se fait l'écho porte sur le déroulement du procès, la qualité de la défense, et l'attitude de l'accusé : sera-t-il à la hauteur de l'évènement ? Sous-entendu : saura-t-il tenir son rôle, entre monstre terroriste et coupable repentant ? Émile Henry fera-t-il acte de contrition, après avoir donné un bon spectacle, pour passer sous les fourches caudines de la Justice républicaine ? Et participera-t-il par là au rétablissement de l'Ordre² ? Si ces questions se font jour, c'est parce que les réactions de la presse, au lendemain de l'attentat d'Émile Henry, sont marquées par l'incompréhension des témoins et victimes : l'anarchisme et la propagande par le fait sont déjà d'actualité, les attentats sont presque une normalité qui s'affiche dans les rubriques consacrées aux anarchistes... mais une violence à l'aveugle, « dans le tas³ » bouleverse la perspective du public, qui, de témoin, devient cible. Le constat en est fait, par le préfet Louis Lépine en personne, pour qui Henry n'est pas un « anarchiste ordinaire⁴ » et donc, implicitement, qu'il appelle un procès extraordinaire.
- 2 Ce constat entraîne plusieurs questionnements et autant de comparaisons avec d'autres procès du même ordre. Tout d'abord concernant la mécanique du procès, le dispositif élaboré et la manière dont l'arène judiciaire fonctionne au temps d'une République à la fois établie et contestée. Car en cette fin de XIX^e siècle, la République est un régime qui a pu proclamer la liberté de la presse en 1881, triompher lors des élections législatives de 1885, pour se heurter à un populisme cocardier, le boulangisme, ainsi qu'à quelques affaires d'État : sans être vacillante, elle voit sa légitimité affaiblie. Dans ce contexte, la critique anarchiste est d'autant plus vive. Dès lors, le procès d'anarchiste est-il un

procès à part, qui suppose une mise en scène signifiante – une mise en scène construisant, au passage, la figure monstrueuse du terroriste⁵ ?

- 3 Se pose également la question de la défense, et du rôle que chacun, dans cette arène, assume (ou non) de tenir, entre connivence et rupture⁶, c'est-à-dire en acceptant le dialogue et donc l'autorité du tribunal⁷, ou bien en récusant cette autorité, et donc toute la légitimité du rituel judiciaire. Notons que cette stratégie, inhérente à tout procès dont la légalité même est contestée, prend un sens plus militant dans le cadre d'un attentat : c'est cette question qui inspire le présent travail, à savoir la nature de la défense dans un procès antiterroriste. Il s'agit d'un questionnement qui interroge les gestes autant que les mots et qui suppose de croiser un regard historien et une approche en termes d'ethnologie judiciaire⁸. Enfin se pose la question de la représentation, ou plutôt, pour reprendre une expression certes trompeuse, comment le « tribunal de l'opinion » – les médias – rend compte du fonctionnement du tribunal républicain. L'arène médiatique se place en perspective de l'arène judiciaire, avec, en ligne de mire, le terroriste, « fabriqué » pour un public fasciné et curieux. Certes, les versions parfois différents, mais elles témoignent de la manière dont la presse s'approprie l'événement. Dans ce siècle d'or de la presse populaire qu'est le XIX^e siècle, une presse « libérée » par la loi de 1881, et dont le tirage peut avoisiner, pour certains titres, le million d'exemplaires, le regard des journalistes, les « impressions d'audience » sont le seul écho et le seul reflet de procès qui ne se résume pas à une sentence. La presse constitue donc une source essentielle en ce qu'elle rend compte non seulement des débats, mais plus largement d'un duel et de sa mise en scène, qu'elle dessine un portrait public du terroriste et dévoile cet ineffable de la terreur.
- 4 La défense est donc une énigme. Postulons d'emblée qu'il existe un procès illustrant les propositions de Jacques Vergès, un procès qui, mettant en avant un personnage, en fait une incarnation :

« C'est à travers lui que l'idéologie dont il est le porte-parole, l'action dont il est le vecteur, prennent contour humain et valeur d'exemple, que le procès peut exprimer la dialectique des rapports individus-société qui est sa destination même⁹. »
- 5 Cette perception, émanant d'un avocat pénaliste qui mêle souvent carrière et combats politiques avec un sens aigu de la publicité, peut néanmoins être considérée comme biaisée, du fait même du statut de son auteur, qui ne le perçoit que depuis le banc des accusés, car effectivement, un procès ne se limite pas à une défense et constitue au contraire un tout bien plus vaste, un système dans lequel la défense s'insère... ou dont elle se distance. Comme l'a montré Antoine Garapon dans un ouvrage séminal¹⁰, le procès doit être considéré comme un rituel contribuant au retour à l'ordre : exposé public des faits (équivalent à un « retour au chaos »), débat contradictoire (restituant « l'ambiguïté de la réalité »), plaidoiries (indispensables à l'« effet cathartique du procès »), jugement (venant « réaffirme[r] la paix »). Ce rituel est, du fait de la publicité des débats, un rituel public, qui manifeste le retour à un ordre républicain. Dans ce schéma, les rôles sont répartis et chacun est pour ainsi dire à sa place, tandis que la lumière morale émane de la justice, incarnée dans le magistrat, lequel rétablit donc l'ordre. Une machinerie qui parfois se grippe. En effet, il se peut qu'un des acteurs, en l'occurrence l'accusé, refuse le rôle qui lui est assigné et ne se limite pas à proclamer son innocence ou à justifier son acte par des circonstances atténuantes, mais qu'il refuse simplement de participer au rituel, qu'il en récusé la légitimité. Qu'il devienne cet « artiste judiciaire » théorisé par Jacques Vergès :

« L'artiste judiciaire, comme tout artiste, prend la réalité du procès comme tremplin, non pas d'abord pour réfuter, discuter, chercher un alibi, mais au contraire pour s'en rendre indépendant et proposer aux hommes une certaine manière de vivre. Un héros judiciaire est toujours peu ou prou, qu'il le veuille ou non, un héros de rupture¹¹. »

- 6 Il s'agit donc d'observer cet affrontement entre deux normes adverses, que le procès met en scène, afin de distinguer la singularité de cette première justice antiterroriste, aux prises avec des tactiques de sabotage émanant des anarchistes¹², qui font pour ainsi dire du procès le second acte de l'attentat, la continuation, par la parole, de la propagande par les actes.

Le procès de connivence : Ravachol

- 7 L'affaire Ravachol est bien connue. Elle démarre avec un fait divers, à Clichy : l'arrestation de trois anarchistes - Decamps, Dardare et Léveillé - après une manifestation, le 1^{er} mai 1891, qui a dégénéré en bataille rangée avec la police. La lourde condamnation, le 28 août 1891, de deux d'entre eux inspire un autre militant, étranger à l'affaire, François Claudius Koenigstein, qui, se faisant appeler Ravachol, décide de passer à l'action. Les 11 et 27 mars 1892, il est à l'origine de deux attentats à la bombe visant les domiciles des deux magistrats du procès, le président Benoît et le substitut du procureur, Bulot. Ces attentats, qui ne font pas de victimes, entraînent tout de même de gros dégâts, les immeubles visés sont quasiment éventrés, et les photos, dans la presse, accentuent cette impression d'une sorte de guerre. Le lendemain du second attentat, Ravachol dîne dans un restaurant du 13 boulevard Magenta, le Véry : repéré par le garçon de café Lhérot et pisté par la police, il est finalement arrêté le 30 mars. Commence l'affaire Ravachol - même si d'ailleurs, la presse reste prudente sur le fait de savoir si le personnage arrêté est bien le vrai Ravachol.
- 8 Le procès Ravachol, premier procès d'anarchiste pour un attentat d'une telle ampleur, visant l'État à travers deux éminents représentants, débute le 26 avril 1892 et se déroule sur une journée, s'achevant tel un drame classique, à 3 h du matin, le 27 avril. Il s'inscrit dans un contexte tendu, au lendemain d'un attentat contre le restaurant Le Véry (où fut reconnu Ravachol, le 25 avril), ponctué toute la journée par de fausses rumeurs d'attentats contre des commissariats et le domicile du procureur général, et tandis qu'un couple aux sympathies anarchistes un peu bruyantes est interpellé alors qu'il passe devant le palais de justice. Ce procès est, à plus d'un titre, extraordinaire, tant du fait de la nature des crimes que de la personnalité de l'accusé. Extraordinaire également en ce qu'il s'agit d'un procès en deux temps : une première partie à Paris pour les attentats et donc ce qui relève de la propagande par le fait, une seconde partie, pour des faits de droit commun plus anciens (dont plusieurs assassinats) et qui se déroule aux assises de la Loire, à Montbrison, le 21 juin 1892. Notons que c'est ce second procès qui s'achève sur une sentence de mort et une exécution le 11 juillet, quand le premier se termine par une condamnation aux travaux forcés. Le dispositif policier est, à l'aune de l'enjeu, ample et impressionnant. Le retour à l'ordre suppose déjà la présence de la police comme garantie contre un possible désordre. On craint en outre que Ravachol ne profite de la situation : comme le redoute *Le Gaulois* du 27 avril, le tribunal se transformerait « en une sorte de piédestal, en une tribune du haut de laquelle il a prêché l'anarchie », une tribune qui trouverait dans la presse des porte-voix sinon complaisants, au moins efficaces. Comment dès lors conjuguer l'exemplarité

du tribunal et de la justice républicaine, avec l'urgence de bâillonner, médiatiquement, le principal accusé, faute d'une loi *ad hoc* ? C'est le sens du projet de loi présenté le 11 décembre à la Chambre des députés, au lendemain de l'attentat d'Auguste Vaillant contre la Chambre des députés, et qui promet une législation spéciale limitant, dans les affaires anarchistes, la liberté de la presse acquise par la loi de 29 juillet 1881 en punissant la provocation indirecte¹³. Le dispositif mis en place pour le procès tient compte de ce danger de propagande : public restreint et restant debout. L'assistance est toutefois singulière : outre les avocats, les témoins et les correspondants judiciaires, on a installé derrière la cour, à la surprise de la presse, une estrade comprenant deux rangées de sièges pour les « magistrats et personnalités de marques appartenant au monde officiel » qui souhaitent assister au procès. Un public donc, mais trié sur le volet et dont les fonctions officielles lui permettent d'attester la réalité de ce retour à l'ordre. Cet enjeu de l'ordre est du reste questionné, non sans ironie, par la presse conservatrice, à l'exemple du *Gaulois*, qui note dans son édition du 27 avril dédiée au procès, que ce sont les mêmes républicains, qui furent longtemps défenseurs du droit à l'insurrection légitimant l'assassinat politique, qui jugent aujourd'hui à leur tour « d'autres ennemis de la société ». Certes, ce compte rendu engagé s'adresse à un lectorat qui partage ce regard critique envers le nouvel ordre républicain. Mais il interroge la nature même de l'ordre rétabli par l'action judiciaire, qui serait non pas civil mais politique, et donc la nature de ce procès. Un point de vue qui préfigure ceux de l'affaire Dreyfus. C'est du reste le sens d'une lettre d'un juré « anonyme » publiée dans *Le Figaro* du 25 avril 1892, qui s'indigne et dénonce – du fait de la dissociation des affaires¹⁴ – un procès parisien centré sur les attentats anarchistes, et non sur l'ensemble de la carrière criminelle de Ravachol :

« C'est le procès d'un parti qu'il engage devant nous ; c'est l'anarchie seule qu'il nous demande de condamner dans son réquisitoire exclusif, et il nous transforme ainsi, à notre insu, en hommes politiques siégeant dans une sorte de tribunal politique. »

- 9 Notons que dans sa plaidoirie, l'avocat de Ravachol fait la même distinction entre les crimes de droit commun, jugés à Montbrison, et le « crime spécial » jugé aux assises de la Seine, ce qui en fait selon lui un « procès politique¹⁵ ».
- 10 Il existe une grammaire du procès déclinée dans la presse, qui ne s'invente pas à la fin du XIX^e siècle, mais qui se perfectionne et se nuance avec les procès anarchistes des années 1890. En effet, la dimension politique du procès, soulignée à l'envi par l'opinion, appelle des positionnements. La galerie de portraits d'audience est, à cet égard, très parlante. Ainsi, les jurés sont présentés comme « douze bourgeois » par *l'Écho de Paris* du 27 avril 1892, mettant en scène une ordalie plutôt qu'un procès¹⁶. Bernard Schnapper a, d'ailleurs, montré combien la sélection des jurés éliminait les classes populaires, questionnant le fonctionnement même de l'institution¹⁷. Le public s'intéresse également à la défense de Ravachol, assurée par un jeune vétéran de ce genre de procès, M^e Lagasse (qui défendit l'anarchiste Decamps lors de l'affaire de Clichy) : *l'Écho de Paris*, du 27 avril, en la personne du chroniqueur judiciaire, Arthur Conte, lui rend visite. L'entretien, publié dans un journal réputé conservateur, se transforme en un véritable plaidoyer *pro domo* pour l'avocat, lequel se plaint des conséquences d'un tel procès pour sa carrière, ses rapports avec la magistrature et sa clientèle (bourgeoise)¹⁸. Lagasse, en professionnel habile, se met en scène, soulignant son implication¹⁹, dénonçant la fausseté des portraits publiés dans la presse et des rumeurs. Mais le plus important arrive en conclusion : M^e Lagasse révèle au passage

que pour se renseigner sur les jurés (et en récuser), il a bénéficié de l'appui de « compagnons » anarchistes qui se sont portés volontaires auprès de l'avocat. Cette information, qui découvre les solidarités anarchistes et sous-entend l'existence d'une véritable organisation souterraine²⁰, pose une fois de plus la question de la dimension politique du procès, et de la spécificité anarchiste. Ainsi, *La Presse*, du 27 avril, révèle que plusieurs « compagnons » ont proposé de venir expliquer à la cour les théories anarchistes. C'est le cas d'un détenu de Sainte-Pélagie, Martinet²¹, qui, dans une lettre du 21 avril, interpelle Ravachol en lui suggérant de compléter sa défense par un anarchiste qui soit bon « orateur de notre foi²² » (l'auteur de la lettre évoque quelques anarchistes de renom, incarcérés comme Sébastien Faure, ou bien libres comme Élisée Reclus). *La Presse*, qui publie ce courrier, y joint une demande de Ravachol au président du tribunal. Dans ce texte étonnant rédigé à la troisième personne, Ravachol proclame vouloir défendre non pas sa tête, mais l'anarchie. Le propos glisse même dans la défense de rupture quand dans ce même courrier, Ravachol justifie sa demande (d'un anarchiste venant exposer ses théories) en expliquant que son avocat, M^e Lagasse, « ne peut parler de l'anarchie, il l'ignore. Un homme qui ne connaît point les roses pourrait-il en dépeindre le charme, le coloris ? L'anarchie, fleur qui embellira l'humanité, ne peut être décrite que par un convaincu ». D'où le projet de solliciter Martinet qui, comme le promet Ravachol (« parole de propagandiste »), ne « sortira pas de son rôle de défenseur du mobile et se bornera à expliquer avec foi, douce et profonde, pourquoi le requérant a fait ce qu'il a fait ». Cette requête, relayée par la presse, participe de l'extraordinaire du procès, lequel nécessiterait le recours à l'ennemi idéologique, l'anarchiste, comme expert. Cette mise en abyme est symbolique : si son authenticité reste à démontrer (la défense de Ravachol dénonce un coup monté²³), elle éclaire en tous les cas la manière dont la presse rend compte d'un procès qui prétend non pas rétablir un ordre, mais en confronter deux. La dimension politique est un écueil dans la reconstruction de l'ordre.

- 11 Plus que deux normes, le procès oppose même deux formes d'existence ou d'humanité : en atteste l'attention portée aux silhouettes et aux individus. Ainsi, le procureur général, Quesnay de Baurepaire, « occupe seul d'un air assez crâne le siège du ministère public²⁴ » : formule étonnante en ce qu'elle distingue le magistrat de l'appareil judiciaire, l'isole et en dessine une silhouette bravache, presque celle d'un homme se préparant à un duel (et non d'un magistrat rendant la justice...). Le président du tribunal, M^r Guès, est, dans une logique similaire, décrit avec sympathie, « l'œil vif, la bouche mince [...] il va droit au but, sans verbiage inutile. La voix est claire, précise et plutôt grave, la diction parfaite²⁵ ». Dans la confrontation entre Ravachol et le président Guès, il y a aussi une confrontation entre deux mondes autant qu'entre deux classes, qui doit être lisible jusque dans le profil, l'habillement, le maintien et la manière de s'exprimer²⁶. À cet égard, Ravachol ne joue pas le jeu. Certes, on lui a débusqué une hypothétique hérédité criminelle²⁷ : deux de ses ancêtres auraient été les membres d'une association de bandits aux Pays-Bas, les « chevaliers du bouc ». On observe avec minutie le quotidien de « Ravachol à la Conciergerie »²⁸, on s'étonne de son régime alimentaire (196 œufs depuis le début de sa détention) et l'on scrute ses lectures (*Le Magasin pittoresque*). On guette un être sauvage, un monstre. Mais comme le déplore *Le Gaulois* du 27 avril 1892 :

« On s'attendait à voir un Ravachol plein de forfanterie, féroce, et c'est le sympathique Ravachol que l'on nous sert [...] stylé, mesuré, prenant tout sur lui

sans colère, sans grands mots ni gros mots et se tenant en somme très bien dans son triste rôle. »

- 12 Un Ravachol « vêtu d'une redingote noire très correcte, à l'air très bourgeois et mieux mis que les bourgeois [...] à qui il ne manque que des gants pour être tout à fait bourgeois ». Ce trait, qui revient régulièrement dans les procès anarchistes et jusque dans la plaidoirie du substitut du procureur, M^e Bulot, lors du procès Henry, n'est pas anodin : en mettant en scène le contraste apparent entre la tenue du prévenu et les idées anarchistes qu'il prône, le chroniqueur judiciaire popularise un cliché (l'anarchiste hirsute et débraillé), laisse entendre qu'il y a une forme d'hypocrisie inhérente à l'anarchisme, et, par conséquent, désamorce le discours de propagande à venir. La description physique reste néanmoins fidèle au stéréotype, sinon au personnage :

« Physionomie rude et expressive, les cheveux très noirs, la voix forte et le ton brusque, saccadé, bourru. »

- 13 Le contraste avec le président Guès est significatif. La description du garçon de café qui a reconnu Ravachol²⁹, Lhérot (du restaurant Véry), dont le chroniqueur judiciaire souligne la « figure intelligente et décidée » va dans le même sens. S'il est bien mis, Ravachol demeure le monstre. On le voit « sourire dédaigneusement » à la lecture de l'acte d'accusation³⁰ et toiser une complice avec dédain lorsqu'elle se met à sangloter. La description des co-accusés participe d'ailleurs de la construction du monstre : des comparses présentés comme assez falots, et dont la médiocrité de l'acte (un repérage, un guet, un repas offert) souligne le caractère misérable. « Les autres ne méritent que le dédain ou le mépris » tranche *Le Gaulois* du 27 avril 1892. Cet effet de loupe, qui se fixe sur un protagoniste devenu incarnation de l'attentat, est caractéristique.
- 14 Ravachol est-il toutefois satisfaisant dans son rôle ? Est-il finalement un « artiste judiciaire » ? Il répond, argumente et justifie ses actions. Un chroniqueur judiciaire note même qu'il est « un beau joueur qui assume tous ses actes³¹ ». L'interrogatoire du président est ponctué par la lecture, ânonnée, d'un texte justificatif (et les chroniqueurs judiciaires soulignent à l'envi les difficultés de Ravachol à lire sa feuille). L'heure est à la repentance... La formule « nous avons voulu terroriser pour faire réfléchir » est un semi-aveu, et peut-être considérée comme une forme de connivence. Celle-ci sera manifeste à l'issue des plaidoiries, quand Ravachol se lève pour une ultime déclaration – « Puissent mes innocentes et involontaires victimes me comprendre et me pardonner³² » – qui fait écho aux mots de M^e Lagasse, le présentant comme « un sincère, un convaincu, un apôtre ». On constate toutefois que ces paroles ne sont que rarement reprises par une presse qui leur préfère souvent l'ultime cri de Ravachol à l'énoncé du verdict :

« Vive l'anarchie ! »

Quelle stratégie pour un procès politique réussi ? L'horizon de la rupture

Léauthier et Vaillant, finalement connivents ?

- 15 Dans le cycle attentat-répression qui s'instaure, le rituel du procès anarchiste s'établit également. Auguste Vaillant, lors de son procès devant les assises de la Seine du

10 janvier 1894³³, revendique l'anarchisme et sa volonté de s'attaquer aux députés, mais il admet avoir frappé des innocents et s'en repent, déclarant :

« Je voulais blesser et non tuer. »

- 16 Il prétend même en faire la démonstration en expliquant que sa bombe était composée de « clous qui blessent » et non « de balles qui tuent ». Enfin, comme Ravachol, il lit un texte pour justifier son attentat par la volonté d'attirer le regard sur les pauvres, et conclut par une vision mystique qui relativise ses actes comme leurs conséquences judiciaires³⁴. Connivence finale donc, pour un accusé qui accepte de s'inscrire dans ce rituel judiciaire de retour à l'ordre.
- 17 Le cas Léauthier constitue une nouveauté, car il est l'auteur d'un attentat à l'aveugle³⁵. C'est le premier acte d'une forme nouvelle de propagande par le fait qui vise la foule, anonymement. Le procès, qui se déroule le 23 février 1894, est d'ailleurs perçu par les journalistes comme « précurseur³⁶ ». Et comme pour Ravachol, on attend beaucoup de ce terroriste novateur, un personnage « résolu » selon son avocat, M^e Lagasse :
« Il expliquera son acte, le paraphraserà et se défendra de son mieux, très courageusement³⁷. »
- 18 Le procès s'annonce comme un duel. *Le Petit Journal* le compare même, à son entrée, « à un ténor qui s'apprête à faire un mauvais coup³⁸ ». Mais cette fois encore, point de duel ni de stratégie de rupture : comme Vaillant, Léauthier déclare qu'il n'a pas voulu tuer mais blesser. Reculant aussi devant la revendication de l'attentat à l'aveugle, il obtient les circonstances atténuantes et est condamné aux travaux forcés. Léauthier ne voulut pas, ou ne sut pas faire de son geste un manifeste... et la presse le traite avec dédain, le comparant à « un enfant », à la figure « presque poupine, sans caractère », le sourire « un peu niais » et le regard « inconscient³⁹ ». Le président du tribunal, Commoy, le rabroue d'ailleurs comme un enfant :
« Oh ne faites pas le brave ! Vous avez cherché des excuses à votre crime. De même que Vaillant qui disait n'avoir mis que des clous dans sa bombe pour ne pas tuer mais pour blesser, vous avez-vous aussi prétendu que vous ne vouliez que blesser, que vous avez mesuré votre coup. »
- 19 *Le Petit Journal*, plus explicite, ajoute à cette tirade « la vérité est que vous avez voulu tuer et que vous n'avez pas le courage de votre opinion ». Un enfant, irresponsable plutôt qu'un terroriste.

Émile Henry : la rupture avant la lettre ?

- 20 De Ravachol à Léauthier se met en place un type de procès d'anarchiste qui résonne certes comme un procès politique, questionnant la portée criminelle d'une idéologie, mais qui reste dans les cadres fixés par la Justice, c'est-à-dire une manifestation ritualisée du retour à l'ordre républicain, avec la complicité des accusés. Émile Henry trompe cette attente. Il prétend incarner, comme ses prédécesseurs, l'anarchisme, mais pousse la logique de la propagande par le fait jusqu'à son terme, devenant ce « personnage judiciaire » postulé par Jacques Vergès, héraut de la défense en rupture.
- 21 À l'origine de ce personnage judiciaire, il y a un charisme indéniable, souligné par les témoins⁴⁰, et qui contraste avec la nature des faits. Lorsque le procès d'Émile Henry débute, le 27 avril 1894, aux assises de la Seine, le ton employé dans la presse n'est pas celui des procès précédents : il s'agit de souligner la singularité dans l'horreur. Pour *La Gazette des Tribunaux* du 28 avril, les crimes d'Émile Henry sont d'une nature singulière :

« Plus peut être que tous les autres forfaits du même genre [...], ils constituent ce qu'on appelle l'attentat anarchiste, c'est à dire la violence odieuse autant que terrible inspirée par la haine aveugle de la société, perpétrée sans discernement ni raison, répandant les blessures et la mort au hasard à travers la foule de gens inconnus, de femmes et d'enfants, à l'aide de procédés de destruction d'une puissance inouïe. »

- 22 L'acte d'accusation dénonce les intentions criminelles et la volonté de tuer... comme autant de nouveautés. C'est pour cela que durant le procès, le contraste avec Ravachol, Vaillant ou Léauthier est constamment souligné, comme cela a été relevé dans la presse⁴¹. On rappelle à l'accusé la défense de Vaillant, qui déclarait avoir seulement voulu blesser. Sa réponse est sans ambiguïté :

« Moi je voulais tuer et non pas blesser. »

- 23 Durant l'interrogatoire par le président du tribunal, Potier, Henry assume son rôle avec provocation :

« - Vous avez le mépris de la vie humaine.
- Non, de la vie des bourgeois. »

- 24 L'audition des témoins, et le récit des diverses blessures, vont également dans ce sens, et Henry reste dans son personnage de terroriste impénitent. Le réquisitoire de l'avocat général, Bulot, a donc pour enjeu de le faire sortir de son rôle, en accentuant le contraste avec ses prédécesseurs :

« Nous avons eu des anarchistes glorieux, Ravachol, notamment ; Vaillant, lui, ergotait sur ses intentions. Ce n'était pas un glorieux. [...] Nous avons eu Léauthier ; et après la lecture de son mémoire, j'ai senti sa faiblesse, et j'ai été pris d'un sentiment de pitié. »

- 25 L'accusation entreprend de démontrer la spécificité de l'attentat à l'aveugle, à travers celle du personnage, en assimilant Henry à un bourgeois :

« Nous sommes, ici, en présence, non de Ravachol, Léauthier et autres, mais en présence d'un bourgeois. »

- 26 Toute la stratégie de M. Bulot se concentre dans cette affirmation : Henry serait un bourgeois, égaré par la propagande anarchiste (ce qui justifie les lois anti-anarchistes votées au lendemain de l'attentat de Vaillant, qui criminalisent l'idéologie elle-même) et traître à sa classe. Dans son étude sur le milieu anarchiste, Vivien Bouhey a montré que la majorité des militants viennent du monde ouvrier, qu'ils sont des déracinés⁴², caractéristiques qu'Henry a cherché à acquérir, venant d'un milieu qui, sans être bourgeois, est plus favorisé (sa mère tient une auberge). La presse va dans ce sens, qui observe fascinée ce bachelier, ancien candidat à Polytechnique :

« Henry au physique, représente exactement le type des rhétoriciens en pleine croissance rencontrés aux abords de nos lycées. »

- 27 L'*hexis* comparé n'est plus un révélateur, ce qui tranche avec le portrait croisé de Ravachol et de ses juges...

- 28 Il s'agit donc, enfin, de ce duel tant attendu entre deux normes qui s'excluent, ou de deux paroles qui, pour reprendre une formule de Pierre Bourdieu, ne s'autorisent pas mutuellement :

« C'est l'accès aux instruments légitimes d'expression, donc la participation à l'autorité, qui fait toute la différence – irréductible au discours même – entre la simple imposture des imposteurs et l'imposture autorisée de ceux qui font la même chose avec l'autorisation et l'autorité d'une institution⁴³. »

- 29 Chaque échange, tant avec le juge qu'avec le procureur, se conclut de manière récurrente par la contestation de la norme judiciaire. À ce titre, le « plaidoyer-manifeste⁴⁴ » d'Émile Henry, publié par Jean Maitron, est connu, évoquant la « voix de la dynamite » pour confondre la bourgeoisie. Henry y marque la rupture et non la connivence. La presse s'intéresse d'ailleurs plus à la forme qu'au fond, et au personnage plutôt qu'à son discours : *Le Journal* du 29 avril note par exemple « l'ironie goguenarde », la voix « sèche, rude, sans inflexion et sans nuance ». Dans ce contexte, la formule conclusive d'Émile Henry est significative :

« Je suis heureux de ce que j'ai fait, j'en revendique la responsabilité. Je n'ai rien à attendre de votre justice et je ne la reconnais pas. »

- 30 Cette formule impressionne la presse, laquelle se passionne par la suite pour les derniers jours du condamné, depuis son quotidien carcéral jusqu'à son exécution. Comme *Le Journal* du 29 avril 1894 le confesse : « Il y a de quoi faire d'Émile Henry un véritable héros de roman »... une fascination partagée par d'autres journalistes⁴⁵. Se pose alors la question des attentes de la société et de la manière dont la presse les formule : le spectacle du retour à l'Ordre l'emporte sur l'Ordre lui-même. La condamnation à mort est toutefois inévitable. Par la voix de son avocat, Émile Henry déclare sa hâte d'en finir et, une fois le verdict rendu, se paie le luxe de saluer le courage des jurés. Cet ultime coup d'éclat est l'occasion de donner un sens à son indifférence : face aux journalistes, qui lui demandent s'il se pourvoira en cassation, il récuse une fois de plus « la justice des bourgeois » et ne veut « demander à ceux-ci ni faveur, ni grâce. Je ne signerai donc ni pourvoi en cassation, ni recours en grâce et la seule chose que je désire est d'être livré le plus promptement au bourreau des bourgeois⁴⁶ ».
- 31 En récusant la nature même du procès qu'il vient de subir, Émile Henry s'affranchit en quelque sorte de son résultat – la faute reconnue, l'expiation subie et le pardon quêté – et lui enlève toute légitimité. Maurice Barrès, au lendemain de l'exécution, s'en agace :
- « Ce fut une faute psychologique que d'exécuter Émile Henry. Vous lui avez composé la destinée même à laquelle il prétendait. Il avait tué pour ses idées, ce qui est inexcusable ; vous avez voulu en outre qu'il mourût pour ses idées. Par l'acte de la Roquette, vous donnez à sa mémoire une impériosity qu'elle ne tenait assurément pas des actes de l'avenue de l'Opéra et du Terminus⁴⁷. »
- 32 Observant la foule qui, après s'être pressée devant la prison de la Roquette pour assister à la décapitation, « salue celui qu'elle eût voulu écharper sur le trottoir du Terminus », Barrès en conclut que cette sentence (ou ce spectacle) ne sert que la cause de la révolte, et que la lutte, contre une idée se mène « par des moyens psychiques ». En inversant les points de vue, on pourrait lui faire dire que dans la lutte entre l'État et l'Anarchie, Émile Henry a su mobiliser ces « moyens psychiques » efficacement. La propagande par le fait trouve ici son expression ultime, dans la négation du procès et dans le refus de la réintégration dans la communauté civique (comme coupable acceptant sa culpabilité). Et le personnage judiciaire du terroriste s'affirme.
- 33 Qu'est ce qui fait un « beau » procès et qu'est ce qui fait un « bon » procès ? La réponse, en cette fin de siècle, est toute relative et conditionnée par nombre de regards : du spectacle, et un verdict accepté par toutes les parties ? À cet égard, la stratégie de la connivence est la plus légitime, qui conforte l'ordre et la communauté. Mais la défense en rupture, plus politique, quoiqu'encore anachronique, annonce une autre justice⁴⁸, exceptionnelle, politisée également, un acte de souveraineté qui, face à une pensée

rebelle, marque la prééminence de l'État, en considérant, avec le juriste allemand Carl Schmitt⁴⁹ que la souveraineté réside dans la capacité à délimiter le domaine d'application du droit.

- 34 Au moment où la III^e République s'installe durablement, en dépit des contestations et des affaires, les attentats anarchistes mettent à rude épreuve le régime, lui imposant de défendre un ordre républicain qui s'invente encore, pour un parti qui, naguère, prônait la révolution. Aussi les premiers procès sont-ils autant symboliques, figurant des rituels censés marquer ce retour à l'ordre. Cela passe par une mise en scène autant que par un écho médiatique qui donne un sens à l'affaire, et dont la fonction pédagogique est manifeste. Et ce d'autant plus que, sans le « choc des photos », le « poids des mots » se trouve renforcé : le procès, loin de passer à l'arrière-plan d'une actualité constamment renouvelée, est un temps fort de l'attentat, l'avant-dernier (avant l'exécution). La défense adoptée par les anarchistes prend alors une teinte politique et devient un enjeu qui déborde du tribunal, gagne les médias et fascine l'opinion publique. Cela pose la question, plus générale, d'une stratégie qui intègre l'opinion et les médias au risque de transformer le tribunal en une tribune. Les accusés resteront-ils cohérents, idéologiquement, et sauront-ils s'opposer à cet État qu'ils récusent ? « Mourront-ils pour la cause ? » pourrait-on résumer. À moins qu'ils n'acceptent le dialogue afin de « plaider » et de justifier l'acte, devenant alors les protagonistes du rituel. Ainsi, au lendemain du second procès de Ravachol, aux assises de la Loire, le reporter du *Siècle* constate même que « Ravachol, pour beaucoup de gens, en province comme à Paris, a beau avoir assassiné, violé une sépulture, ce n'est plus un criminel ordinaire. On lui fait l'honneur de le considérer comme un homme politique⁵⁰ ». La formule est significative, les attentats de Paris imposant une narration politique, et un premier modèle. À l'occasion du procès Léauthier, le président du tribunal, M. Commo, remarque d'ailleurs que :

« La gloire du sublime compagnon Ravachol vous a tenté⁵¹ ! »

- 35 Dans le même temps, Victor Barrucand se demande quant à lui si Ravachol ne sera pas un jour perçu comme « une sorte de Christ violent⁵² », conséquence singulière peut-être de cette défense qui s'achève en connivence. Le cas des anarchistes de la fin du XIX^e siècle s'inscrit dans une histoire longue de la défense politique. La confrontation entre l'anarchiste et le tribunal est, par nature, un conflit, ce que théorise d'ailleurs plus tardivement un ancien anarchiste, Victor Serge. Dans un opuscule intitulé *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, publié en 1921 dans *La Revue communiste*, il explique :

« Ne pas céder au penchant, inculqué par l'éducation idéaliste bourgeoise, d'établir ou de rétablir la vérité. Il n'y a pas dans la mêlée sociale de vérité commune aux classes exploiteuses et aux classes exploitées. [...] Aux juges de la classe bourgeoise, le militant ne doit aucun compte de ses actes, aucun respect d'une prétendue vérité. La contrainte l'amène devant eux, il subit la violence. Son seul souci doit être de servir encore la classe ouvrière. Pour elle, il peut parler, se faisant du banc des accusés une tribune, et d'accusé accusateur⁵³. »

- 36 Confronté à un activiste qui, comme Émile Henry, refuse le rituel, la scène terroriste prend alors toute sa dimension, celle d'un espace, virtuel, où le processus de narration de l'État se heurte à un obstacle idéologique qui dépasse le seul cas individuel. Le procès se mue en un affrontement entre deux normes qui s'excluent, constituant en quelque sorte la continuation de l'attentat par d'autres moyens.

NOTES

1. Le 12 février 1894, vers 20 h 30, un homme – Émile Henry – entre dans le café Terminus, un café-concert boulevard des Capucines, s'attable, puis lance vers 21 h00 une bombe dans la salle, comble. Sur cette affaire, outre l'ouvrage classique de Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes* (Paris, Gallimard, 1964), celui de John Merriman, *Dynamite Club. L'invention du terrorisme à Paris*, (Paris, Tallandier, 2009), ainsi que l'article de Walter Badier, « Émile Henry, le "Saint-Just de l'Anarchie" » (*Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 14, 2, 2010, p. 159-171), nous nous permettons de renvoyer à notre article « L'écho des bombes : l'invention du terrorisme "à l'aveugle" (1893-1895) », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 1, 2019, p. 21-31.
2. Définir cet « ordre républicain » s'avère complexe : postulons qu'il s'agit, en l'occurrence du rétablissement du monopole de la contrainte légitime, distinctif de l'État wébérien.
3. Pour reprendre la formule employée par Henry lors de son procès.
4. *La Presse*, 14 février 1894.
5. Et il faudrait ici rapprocher cette construction d'une autre, celle du monstre criminel, bien analysé par Anne-Emmanuelle Demartini dans le cas de Lacenaire (*L'affaire Lacenaire*, Paris, Aubier, 2001).
6. Dans son essai sur la stratégie judiciaire, M^e Vergès distingue ainsi deux attitudes et deux formes de procès, les procès de connivence et les procès de rupture : « La distinction fondamentale qui détermine le style du procès pénal est l'attitude de l'accusé en face de l'ordre public. S'il l'accepte, le procès est possible, constitue un dialogue entre l'accusé qui s'explique et le juge dont les valeurs sont respectées. S'il le refuse, l'appareil judiciaire se désintègre, c'est le procès de rupture » (*De la stratégie judiciaire*, Paris, Les éditions de Minuit, 1968, p. 19). La genèse de cette position a été étudiée notamment par Jean Danet, « Sur la notion de défense de rupture : Willard, Vergès et après ? », dans Denis Salas (dir.), *Le procès politique*, Paris, La Documentation française, 2017. On se reportera également au travail de Liora Israël, *L'arme du droit* (Paris, Presses de Sciences Po, 2009), pour évaluer l'hétérogénéité des modes de défense. Enfin, concernant plus largement la réaction du pouvoir pénal et de la politique pénale durant cette période, il est bon de se reporter à Pierre Lascoumes, Pierre Lenoel, et Pierrette Poncela, *Les grandes phases d'incrimination (les mouvements de la législation pénale, 1815-1940)*, Paris, CNRS-Paris X, 1992.
7. « Le procès a pour fonction de régler les contradictions entre individus et sociétés avec l'accord – ou tout au moins l'acquiescement – des accusés eux-mêmes. Derrière les grands mots de la défense sociale, amendement, reclassement, pardon, mise à l'épreuve, la société vise la récupération de ses enfants prodiges » (Jacques Vergès, *op. cit.*, p. 15).
8. Sur cette approche, plus pratiquée par les chroniqueurs judiciaires (citons par exemple Stéphane Durand-Souffland, *Frissons d'assises. L'instant où le procès bascule*, Paris, Denoël, 2012) que par les chercheurs (Christiane Besnier, *La vérité côté cour. Une ethnologie aux assises*, Paris, La Découverte, 2017, ou encore Frédéric Chauvaud, *La Chair des prétoires. Histoire sensible de la cour d'assises 1881-1932*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010).
9. Jacques Vergès, *op. cit.*, p. 208.
10. Antoine Garapon, *Bien juger. Essai sur le rituel judiciaire*, Paris, Odile Jacob, 1997.
11. Jacques Vergès, *op. cit.*, p. 212.
12. Cf. sur ce sujet, notre article (p. 131-150) et celui de Constance Bantman (p. 111-130) dans Nicolas Patin, Dominique Pinsolle (dir.), *Déstabiliser l'État en s'attaquant aux flux*, Nancy, l'Arbre bleu, 2020. Le présent article entreprend d'élargir, à d'autres procès, les questions posées par la communication rédigée pour cet ouvrage.

13. Sur ce sujet et celui des lois dites scélérates, cf. Clara Parriel, *Les débats autour des lois de 1893 et 1894 contre les anarchistes*, mémoire de master II sous la direction de Dominique Pinsolle, université Bordeaux Montaigne, 2018.
14. Le passé criminel de Ravachol ne commence pas à Paris : il comprend de multiples forfaits, allant du vol à la profanation de sépulture, et finalement l'assassinat, le 18 juin 1891, à Chambles (département de la Loire), d'un ermite réputé riche. Recherché par la police, il s'enfuit à Saint-Denis, d'où il planifie, avec quelques complices, les attentats qui vont le rendre célèbre. De ce fait, et selon le principe de dissociation des affaires, il doit comparaître pour ses premiers crimes devant les assises de la Loire, à Montbrison, et pour ses attentats devant les assises de la Seine.
15. *La Gazette des Tribunaux*, 27 avril 1892, p. 426-428, ainsi que par *Le Matin*, du 27 avril 1892.
16. *Le Matin* du 27 avril, plus précis, mentionne les professions : quatre rentiers, un propriétaire, deux carrossiers, deux entrepreneurs, un négociant en vins, un fabricant de pains à cacheter et un pelletier.
17. Bernard Schnapper, « Le jury criminel, un mythe démocratique », *Histoire de la Justice*, 1, 1988 p. 9-17.
18. Plaintes réitérées dans sa plaidoirie : « Si vous saviez ce que j'ai souffert depuis que j'ai accepté cette affaire : que d'amertumes m'ont abreuvé ! » (cité par *La Gazette des Tribunaux*, 27 avril 1892, p. 426-428, ainsi que par *Le Matin*, du 27 avril 1892.)
19. « J'abandonne mes intérêts, mes plaisirs, mes promenades le dimanche à la campagne, tout pour Ravachol. »
20. Il évoque même, dans sa plaidoirie, un « comité anarchiste » aussi flou que mystérieux (cité par *La Gazette des Tribunaux*, 27 avril 1892, p. 426-428, ainsi que par *Le Matin*, du 27 avril 1892.). Sur ce thème, voir Vivien Bouhey, qui préfère parler de « concertation » : « Y a-t-il eu un complot anarchiste contre la République à la fin du XIX^e siècle ? », en ligne à <http://mouvement-social.univ-paris1.fr/document.php?id=1624> [lien consulté le 02/12/2021].
21. Pierre Martinet, né en 1848, est un anarchiste ambigu, propagandiste ardent affligé d'une réputation de provocateur et même de mouchard policier. Partisan résolu de l'illégalisme, et se qualifiant lui-même d'individualiste, hostile à toute organisation, il fait de nombreux séjours en prison. Au moment de l'affaire Ravachol, il vient d'être arrêté, le 30 mars 1892, et accusé d'inciter les marins à la désobéissance, il est condamné à un an de prison (source : <https://maitron.fr/spip.php?article155923> [lien consulté le 13/12/2021], notice MARTINET Pierre, Paul, Désiré [dit Pol] [Dictionnaire des anarchistes] par Guillaume Davranche).
22. Ce discours, qui verse dans un mysticisme, séduit régulièrement la presse. En 1894, on évoque ainsi « la religion de la bombe » dans *le Figaro* du 14 février 1894, ou les « anarchistes pratiquants » du *Soleil* du 30 avril 1894. La comparaison avec le christianisme naissant revient parfois, autour de la figure du martyr, égaré par l'idéologie dans le cas des anarchistes.
23. *L'Écho de Paris* du 27 avril 1892.
24. *Ibid.*
25. *La Presse* du 27 avril 1892.
26. Le concept bourdieusien d'*hexis* semble parfaitement adapté à ce face-à-face : « toute la morale de l'honneur se trouve à la fois symbolisée et réalisée dans l'*hexis* corporelle » (Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972, p. 193).
27. *La Presse* du 27 avril 1892.
28. Rubrique dans *Le Gaulois*, 26 avril 1892.
29. *Le Gaulois*, 27 avril 1892.
30. *Ibid.*
31. *Ibid.*
32. *La Gazette des Tribunaux*, 27 avril 1892, p. 426-428 ; ainsi que *Le Petit Journal* du 27 avril 1892.
33. *La Gazette des tribunaux*, 11 janvier 1894, p. 37-40.

34. « Maintenant, messieurs, quelle que soit la peine dont vous me frappiez, peu m'importe, car regardant cette assemblée avec les yeux de la raison, je ne puis m'empêcher de sourire de vous voir, atomes perdus dans la matière, raisonnant parce que vous possédez un prolongement de la moelle épinière, vouloir vous reconnaître le droit de juger un de vos semblables. Ah messieurs, combien peu de chose est votre assemblée et votre verdict dans l'histoire de l'humanité, et l'histoire humaine à son tour est également bien peu de chose dans le tourbillon qui l'emporte à travers l'immensité et qui est appelé à disparaître ou tout au moins à se transformer pour recommencer la même histoire et les mêmes faits, véritable jeu perpétuel des forces cosmiques se renouvelant et se transformant à l'infini. » (*La Gazette des tribunaux*, 11 janvier 1894).

35. Léauthier ayant décidé de tuer « un bourgeois », il frappe le 13 novembre 1893 en s'attaquant à un homme en frac, qui se trouve être un diplomate serbe.

36. *La Presse*, 15 février 1894.

37. *Ibid.*

38. *Le Petit Journal*, le 24 février 1894.

39. *Le Matin*, 24 février 1894.

40. À commencer par son premier employeur : « C'était un charmeur. Et il subjuguait tout le monde ici par la vivacité de son intelligence et la facilité de son élocution. Je crois qu'il aurait fini par me rendre anarchiste moi-même. » *La Presse*, 16 février 1894.

41. Ainsi *L'Écho de Paris*, du 16 février, pense avoir déterminé la personnalité du coupable : « ni un ouvrier ignorant et grossier comme Ravachol, ni un pauvre diable de bâtard sorti des rangs du peuple, traîneur de grandes routes comme Vaillant à demi éclairé par une instruction sommaire et déjà flétri par la prison » : non, là c'est un « transfuge de la bourgeoisie qui a respiré dès l'enfance une atmosphère de rébellion ».

42. Vivien Bouhey, *Les anarchistes contre la République. Contribution à l'histoire des réseaux sous la Troisième République (1880-1914)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 175-181.

43. Pierre Bourdieu, « Le langage autorisé, notes sur les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5-6, 1975, p. 183.

44. *Le Journal*, 29 avril 1894.

45. « Henry est un crâne ; il a au moins le mérite de ne pas avoir peur. Nous avons déjà vu tant d'anarchistes larmoyants que l'attitude de celui-ci étonne », *La Presse*, 27 avril 1894.

46. *La Presse*, 30 avril 1894.

47. *Le Journal*, 22 mai 1894.

48. À cet égard, Vanessa Codaccionni, *Justice d'exception*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 23-24.

49. « Est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle » (Carl Schmitt, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988, p. 16.).

50. *Le Siècle*, 23 juin 1892.

51. *Le Matin*, 24 février 1894.

52. « Le rire de Ravachol », dans *La Révolte* du 6 août 1892, cité par Vivien Bouhey, *op. cit.* p. 225.

53. *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, Paris, Zones, 2009, p. 78-79.

RÉSUMÉS

Cet article porte sur les procès des anarchistes de la fin du XIX^e siècle et notamment sur la manière dont le rituel judiciaire manifeste le rétablissement d'un ordre républicain confronté à

la propagande par le fait anarchiste. À partir de quelques affaires (procès Ravachol, Léauthier, Vaillant et Henry), il s'intéresse également à l'émergence d'une défense « en rupture », informelle, qui marque les limites du procès terroriste. À travers cet article, il s'agit plus globalement de saisir la manière dont les anarchistes, dans le prétoire, ont pu penser leur défense et leur combat.

This article examines the trials of several prominent anarchists at the end of the 19th century and in particular, how the judicial rituals illustrated the restoration of the republican order in the face of anarchist propaganda. Drawing on a number of cases (in particular against Ravachol, Léauthier, Vaillant, and Henry), this article also looks at how a new informal “defense of rupture” emerged, one that challenged the legality of the State, turned accusations back onto the judicial system, and thus revealed the limits of legal proceedings against terrorists. More generally, this article will shed light on how anarchists conceived of their defense and their struggle in the courtroom.

INDEX

Keywords : trial, anarchism, rupture, terrorism, propaganda

Mots-clés : procès, anarchisme, rupture, terrorisme, propagande

AUTEUR

GILLES FERRAGU

Gilles Ferragu est maître de conférences (HDR) à l'université Paris-Nanterre et membre de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) / UMR 7220. Il a récemment publié *Histoire du terrorisme* (Tempus, 2019) et *Otages, une histoire* (Gallimard, 2020).